J.A. 1209 Genève / www.letemps.ch

LE TEMPS

CHF 3.80 / France € 3.50

MARDI 9 NOVEMBRE 2021 / N° 7165

Portrait

Inès Sebayang, talent précoce du Servette FC Chênois PAGE 22

Débats

Pourquoi les antivax avec leurs arguments truffés de «fake news» font le jeu des Big Pharma PAGE 2

Coronavirus

Quoi de neuf sur le front des traitements contre le covid? Etat des lieux PAGE 17

Société

Même pas mâles: ces hommes qui brisent le mythe de la virilité PAGE 20

Des documents fiscaux sur le darknet

PIRATAGE Des déclarations d'impôts de plusieurs dizaines de contribuables de Zurich, Schwytz et Zoug sont en ligne sur le darknet, a pu constater «Le Temps».

■ L'origine de la fuite semble être le piratage d'une fiduciaire du canton de Schwytz ayant sans doute refusé de payer une rançon pour récupérer ses documents

■ C'est une nouvelle étape dans l'intensification des cyberattaques qui frappent la Suisse. Les demandes de rançon ont triplé entre début 2020 et début 2021

■ Les experts interrogés estiment que le problème vient souvent de petites structures n'ayant pas un niveau de sécurité suffisant et à qui sont confiées des données sensibles

●●● PAGE 11

Genève, à l'école de la vaccination

COVID Depuis quelques jours, Genève, pionnier en Suisse romande, vaccine les 12-15 ans dans les écoles, avec le consentement des parents. La stratégie du Département de l'instruction publique est un succès: près de 1000 jeunes ont répondu présent. Reportage au Cycle d'orientation de Drize à Carouge. *(EDDY MOTTAZ/LE TEMPS)*

●●● PAGE 6

Aux origines de Credit Suisse

HISTOIRE Le deuxième volet de notre série sur la gloire et les déboires de Credit Suisse revient sur le parcours d'un entrepreneur visionnaire qui aura marqué le destin de la Suisse: **Alfred Escher**. Vers la moitié du XIXe siècle, alors que l'Europe s'industrialise et construit à tour de bras des lignes de chemin de fer qui sillonnent le continent, la Suisse reste passive. Alfred Escher s'en inquiète et crée le Schweizerische Kreditanstalt, futur Credit Suisse, qui financera notamment le Gothard et les fleurons de l'économie helvétique.

●●● PAGE 9

«Montrez-nous l'argent»

COP26 A mi-parcours de la conférence internationale sur le climat, les pays les plus vulnérables ont fustigé les engagements jugés insuffisants des pays riches

■ Ils exigent des garanties pour que les promesses financières à leur égard soient enfin tenues

●●● PAGE 3

ÉDITORIAL

La rédemption climatique mérite un audit

SERVAN PECA
@servanpeca

Comme on pouvait s'y attendre, et même si la quête d'un grand compromis à Glasgow agace et déçoit, on assiste depuis le début de la COP26 à un impressionnant concentré d'annonces, d'alliances et d'initiatives. A vrai dire, cette vague de bonnes volontés ne date pas d'hier. Certains estiment que 70% du PIB mondial est désormais concerné par les promesses, publiques ou privées, sur la réduction des émissions de CO_2. Cela devrait constituer une bonne nouvelle. Tout le monde s'y met. Enfin.

Mais ces agendas et ces ambitions climatiques ont un problème: il n'y a personne pour les vérifier. A l'heure où une comptabilité verte standardisée semble faire une percée sans précédent, il ne faut pas s'y tromper: même les incontournables acteurs de la certification et du contrôle n'ont pas les moyens, aujourd'hui, d'attester que les mines, les champs, les fermes, les usines, bref les chaînes d'approvisionnement extrêmement complexes et fragmentées dont dépendent les multinationales sont en train d'améliorer leur manière de procéder. Et à quelle vitesse.

On est bien sûr capable de calculer le changement induit par le passage à l'électrique d'une flotte de véhicules. Ou la différence de consommation d'une usine, avant et après son équipement en panneaux solaires et en systèmes de récupération. Mais, à l'image de l'étude publiée ce mardi par la Fondation Ethos sur les dépenses nécessaires des grandes entreprises suisses pour parvenir au zéro carbone (des investissements de 28 milliards de francs par an!), l'avenir de notre planète repose aujourd'hui sur des modélisations. Certaines d'entre elles ont beau être sérieuses et convaincantes, le grand flou mathématico-divinatoire dans lequel elles s'aventurent n'est pas très rassurant.

> *Un grand flou mathématico-divinatoire pas très rassurant*

Pour autant, il ne faut pas considérer que tout ce qui se promet et se fait aujourd'hui relève du greenwashing. Il y a des banques et des entreprises qui progressent vraiment. Cela ne doit toutefois pas nous empêcher de nous donner les moyens de vérifier si celles qui régissent notre économie mondiale respectent leurs engagements. La rédemption climatique mérite bien un audit. ●●● PAGE 15

LE TEMPS
Avenue du Bouchet 2
1209 Genève
Tél + 41 22 575 80 50

www.letempsarchives.ch
Collections historiques intégrales: Journal de Genève, Gazette de Lausanne et Le Nouveau Quotidien.

INDEX
Avis de décès 18
Convois funèbres 18
Fonds 10, 14
Bourses et changes 14
Toute la météo 14

SERVICE ABONNÉS:
www.letemps.ch/abos
Tél. 0848 48 48 05 (tarif normal)

20045
9 771423 396001

Economie & Finance

2,5%

LA SITUATION S'AMÉLIORE ENCORE SUR LE MARCHÉ DU TRAVAIL EN SUISSE. Le taux de chômage a baissé à 2,5% en octobre, après 2,6% le mois précédent. En janvier dernier, il atteignait 3,7% avant d'amorcer une nette décrue. L'ensemble des demandeurs d'emploi inscrits se chiffre à 203 853 personnes.

FLEMMING ORNSKOV
PDG de Galderma
L'ancienne unité dermatologique de Nestlé prévoit d'entrer en bourse début 2022. La société ambitionne de récolter à cette occasion 22 milliards de dollars, a indiqué lundi son directeur général, Flemming Ornskov au «Financial Times».

3,3 millions

LE NOMBRE DE DEMANDES DE BREVETS A EXPLOSÉ DANS LE MONDE L'ANNÉE DERNIÈRE, MALGRÉ LA PANDÉMIE, DE 1,6% À PRÈS DE 3,3 MILLIONS. La Chine a porté cette augmentation avec une croissance de 6,9%, a indiqué lundi l'Organisation mondiale de la propriété intellectuelle à Genève.

SMI 12353,35 +0,26%	↑	Dollar/franc	0,9133 ↑
		Euro/franc	1,0586 ↑
Euro Stoxx 50 4352,53 -0,24%	↓	Euro/dollar	1,1590 ↑
		Livre st./franc	1,2384 ↑
FTSE 100 7300,40 -0,05%	↓	Baril Brent/dollar	83,61 ↑
		Once d'or/dollar	1823 ↑

Des déclarations d'impôts sur le darknet

CYBERATTAQUES Des documents fiscaux de citoyens et d'entreprises basés à Zurich, Zoug et Schwytz ont été repérés en ligne. Le piratage d'une fiduciaire active dans deux de ces cantons en est la cause. Des données de plus en plus sensibles sont volées

ANOUCH SEYDTAGHIA
@Anouch

C'est a priori une première en Suisse. Des documents fiscaux sensibles de citoyens et d'entreprises suisses sont en ligne sur le darknet, a constaté *Le Temps*. A notre connaissance, jamais de tels documents, concernant individus et sociétés helvétiques, n'avaient été volés et ainsi publiés. Il s'agit d'une nouvelle étape majeure dans l'intensification des cyberattaques qui frappent la Suisse.

Un scénario classique

C'est en effectuant des recherches sur le darknet qu'un spécialiste de ce réseau a constaté que ces informations sensibles avaient été mises en ligne. Les documents publiés concernent des personnes physiques et morales établies dans les cantons de Zurich, Zoug et Schwytz, d'après les premières analyses des données. L'origine de la fuite est a priori le piratage d'une fiduciaire basée dans le canton de Schwytz et ayant aussi des bureaux dans le canton de Zurich. Cette société – dont le nom est connu de la rédaction mais que nous avons choisi de ne pas publier – n'a pas répondu à nos questions.

Selon le spécialiste du darknet, «les données ont été mises en ligne entre vendredi et samedi dernier. C'est sans doute le schéma suivant – classique, dans ce genre d'attaque – qui s'est déroulé: la fiduciaire s'est fait pirater par un rançongiciel (ou *ransomware* en anglais), ses fichiers ont été chiffrés et volés. Comme elle n'a pas accepté de payer une rançon, les documents ont été mis en ligne sur le darknet.» Ils sont donc accessibles par toute personne ayant des notions pour se connecter à ce réseau et y effectuer des requêtes.

Quelles sont ces données? On y trouve des déclarations d'impôts pour l'année 2020. Pour certains clients de cette fiduciaire, des informations complètes de 2004 à 2020 sont en ligne. Il y a ainsi les montants dus à la commune, au canton et à la Confédération. On trouve des bulletins de versement, des informations précises sur des comptes bancaires, sur des hypothèques en cours. Il y a les noms et adresses des clients de la fiduciaire, ainsi que leur numéro AVS. Bref, c'est une véritable mise à nu de ces victimes indirectes du piratage. Au total, il semble y avoir en ligne des données sur plusieurs dizaines de contribuables.

> **«C'est le risque que vous courrez chaque fois que vous sous-traitez une activité»**
> YAN BORBOËN, SPÉCIALISTE EN CYBERSÉCURITÉ CHEZ PWC

Si la fiduciaire n'a pas répondu à nos questions, le canton de Zurich l'a fait. «Le bureau des impôts du canton n'a pas connaissance de l'incident présumé. Même si le piratage avait eu lieu, ce ne serait pas au bureau des impôts de réagir. Il incombe aux entreprises de garantir une sécurité suffisante des données», affirme un porte-parole de la direction des finances. L'administration ne semble ainsi pas vouloir prendre des mesures au sujet de ce piratage.

C'est a priori le rançongiciel Lockbit 2.0 qui a été utilisé pour attaquer la fiduciaire alémanique. «Lockbit 2.0 est surtout utilisé contre des entreprises américaines et européennes, car elles sont dotées de davantage de moyens financiers et les cyberassurances sont plus courantes», ce qui pousse généralement les entreprises à payer des rançons par le biais de leurs compagnies d'assurances, estime Tobias Ellenberger, directeur opérationnel de la société de cybersécurité Oneconsult basée à Thalwil (ZH). Selon l'expert, «malheureusement, ce type d'attaque fait partie de la vie quotidienne désormais. Les petites entreprises, en particulier, ne disposent souvent pas des ressources humaines et des connaissances nécessaires pour se protéger suffisamment. J'entends souvent la phrase «nous n'avons rien à cacher». Dans le cas d'une fiduciaire, ce serait une affirmation très discutable.»

«Pas une surprise»

Un avis que partage Yan Borboën, spécialiste en cybersécurité au sein de PwC, multinationale active dans l'audit et le conseil: «Je ne suis pas vraiment surpris par ce type d'attaque. Lorsque vous confiez vos données à des tiers, il y a toujours un risque que cette entreprise soit attaquée. Or on confie des informations très sensibles à des entreprises et en particulier aux fiduciaires. Il s'agit souvent de petites structures qui n'ont pas de niveau de sécurité suffisant, ce que nous avons déjà constaté lors du vol de données dans le cadre des Panama Papers.» Dans un monde idéal, estime Yan Borboën, il faudrait connaître ses prestataires et vérifier le niveau de sécurité offert par ces derniers. «C'est le risque que vous courrez chaque fois que vous sous-traitez une activité. Il faudrait faire attention à ne travailler qu'avec des partenaires qui semblent hautement fiables et qui traitent la thématique de la sécurité comme une priorité.»

Tobias Ellenberger livre quelques conseils à destination des entreprises. «Elles doivent régulièrement mettre à jour leurs logiciels, sensibiliser leurs employés à l'ingénierie sociale et investir 5 à 10% du budget de l'entreprise dans la cybersécurité, en fonction de la taille et de la complexité de leur réseau. Il est également recommandé de faire vérifier régulièrement les vulnérabilités de l'infrastructure par un partenaire spécialisé.»

Comme le précise ce spécialiste, le Centre national de cybersécurité (NCSC) a mentionné à plusieurs reprises les rançongiciels comme menace très importante en Suisse. La semaine passée, le NCSC indiquait, dans son rapport semestriel, avoir reçu 10 234 annonces de cyberincidents, le double par rapport à l'année précédente. Les attaques par rançongiciel ont triplé, passant de 32 à 94 cas entre début 2020 et début 2021.

Sandoz en mains de l'Etat, une idée qui divise

PHARMA Le Parti socialiste déposera une motion au Conseil national, demandant à la Confédération d'acheter Sandoz, spécialiste de médicaments génériques, et dont la vente a été évoquée par le groupe Novartis. La proposition est loin de faire l'unanimité

RAM ETWAREEA
@rametwareea

Un rachat de Sandoz, fabricant de médicaments génériques, de biosimilaires et d'antibiotiques, par la Confédération? Cette proposition avancée durant le week-end par le Parti socialiste provoque une levée de boucliers, certaines critiques allant jusqu'à crier «Non à la nationalisation» ou encore «Les communistes sont de retour».

La vente de Sandoz, filiale de Novartis sise à Bâle, a été évoquée le 25 octobre. Ce jour-là, à l'occasion de la publication trimestrielle du groupe, le patron Vasant Narasimhan affirmait que la division génériques était en perte de vitesse, plus particulièrement aux Etats-Unis. Sa contribution au groupe s'était érodée de 2%, à 2,3 milliards de francs entre juillet et septembre de cette année.

«Nous traversons une crise sanitaire et il n'y a pas ou peu de nouvelles idées pour y faire face et surtout pour éviter de nouvelles crises à l'avenir», réfléchit Samuel Bendahan, vice-président du PS et conseiller national, porteur de la proposition. Il rappelle que la pharma réalise de grandes marges alors que les coûts des médicaments ne cessent d'augmenter. Selon lui, une concurrence entre les secteurs public et privé serait profitable aux consommateurs.

«Des modèles d'entreprises publiques assurant l'approvisionnement en médicaments existent dans de nombreux pays, notamment en Suède, en Inde, en Indonésie et en Chine», rappelle Samuel Bendahan. Le député qui entend déposer une motion demandant l'ouverture des négociations avec Sandoz à la prochaine séance parlementaire, se dit ouvert aux critiques et les invite même à l'aider à améliorer sa proposition. «La pandémie du covid nous a enseigné de réfléchir *out of the box*.

«Une forme de nationalisation? Dangereux, risqué et un non-sens dans une économie libérale», réagit à chaud Darioush Zirakzadeh, responsable de la division santé au bureau de conseil PwC, à la proposition socialiste. «Je ne vois pas ce que la Confédération viendrait faire dans une activité qui revient au secteur privé.» Selon lui, il en faut de la compétence et de la stratégie pour produire des médicaments, ce que l'Etat n'a pas. Et de renchérir: «De surcroît, une telle transaction ne ferait, économiquement parlant, aucun sens.»

> **«Des modèles d'entreprises publiques assurant l'approvisionnement en médicaments existent dans de nombreux pays»**
> SAMUEL BENDAHAN, VICE-PRÉSIDENT DU PS ET CONSEILLER NATIONAL

«Je suis convaincu qu'une telle transaction serait une très mauvaise idée, avance Rudolf Minsch, responsable de la division santé d'Economiesuisse. L'État est très souvent un mauvais entrepreneur et il n'a pas le savoir-faire pour gérer des grandes entreprises dans un marché aussi concurrentiel et spécifique.» Il craint qu'en cas de problèmes, ce soient les contribuables qui en payeront le prix. «Le marché est plus efficace qu'une nationalisation pour régler le problème bien réel des prix des médicaments», affirme-t-il.

Santésuisse est des plus sceptiques. Pour la principale organisation de la branche de l'assurance maladie, la proposition socialiste pose plusieurs problèmes: la Confédération serait à la fois le régulateur qui fixe les prix des médicaments et délivre les autorisations de mise sur le marché, comme aujourd'hui, mais également producteur de ceux-ci. Le conflit d'intérêts est évident. «C'est pourquoi nous privilégions, dans l'intérêt des payeurs de primes, une solution libérale, misant sur la concurrence entre les entreprises pharmaceutiques, comme par exemple l'introduction d'un système de prix de référence pour faire baisser les prix des médicaments génériques», poursuit Santésuisse.

Valérie Junod, directrice du département de droit des affaires et fiscalité à l'Université de Lausanne est plus nuancée. «Que l'Etat intervienne lorsqu'il y a des lacunes de marché, notamment en matière d'approvisionnement de médicaments, est une bonne idée. Il doit cependant assurer que son intervention est efficace et que les coûts ne dépassent pas les bénéfices.» La professeure rappelle que l'Etat est bien présent dans le domaine de la santé à travers des subventions publiques pour assurer l'accès aux soins à toute la population.

L'approvisionnement en médicaments est certes un service essentiel, mais il est différent de la fonction de l'Etat dans des entreprises publiques telles que Swisscom, La Poste ou encore les CFF, selon la spécialiste. «Il s'agit d'apporter le service public là où le secteur privé ne l'assure pas, comme des lettres dans les régions rurales. En ce qui concerne l'approvisionnement d'une partie des médicaments, l'Etat peut certes jouer un rôle, mais c'est probablement la solution la plus ambitieuse. Je préfère des solutions plutôt pragmatiques et qui ont plus de chance de succès.»

Au Locle, Audemars Piguet inaugure son «vaisseau spatial»

HORLOGERIE La marque du Brassus a officiellement ouvert les portes de sa nouvelle manufacture ce lundi. Un projet qui s'inscrit dans une politique de croissance plus large

ALEXANDRE STEINER
@Alexanstein

Vu de loin, la nouvelle manufacture d'Audemars Piguet inaugurée lundi au Locle ressemble à un vaisseau spatial de verre posé sur une colline. Cela ne doit rien au hasard. «Vous voyez le vaisseau du film *Alien*, le Nostromo? C'est ce nous avons demandé à nos architectes», s'enthousiasme le patron, François-Henry Bennahmias, en nous recevant dans ses nouveaux murs.

Plus qu'un simple bâtiment industriel, il s'agit d'une nouvelle vitrine pour la marque. «Notre ancien site loclois n'était plus adapté pour préparer le futur et répondre à nos standards. Que ce soit en termes de développement de produits, mais aussi d'expérience pour nos visiteurs et clients», poursuit-il.

L'investissement se monte à 55 millions de francs, selon nos informations. «C'est possible», rit le patron sans confirmer. Les ateliers entièrement vitrés, répartis autour d'une place centrale dont le but est de favoriser les échanges entre les équipes, accueillent déjà 180 collaborateurs, dont 175 ont été transférés lors du déménagement ce printemps. A terme, ce chiffre pourrait monter à 250.

Une trentaine d'entre eux travaille dans la recherche et le développement. Pour Audemars Piguet, mais aussi pour Richard Mille. Pour rappel, la première avait pris une participation de 10% dans la seconde en 2007, scellant un partenariat permettant à Richard Mille de continuer à se fournir en mouvements dans la manufacture du Locle, comme elle le faisait depuis ses débuts en 1999. De 1200 calibres par an, la production pourra être augmentée à 2000 au maximum.

Ce nouvel outil doit aussi permettre à Audemars Piguet de réaliser ses ambitions de croissance. Plafonnée à 40 000 montres jusqu'en 2019, sa production grimpera à 50 000 l'an prochain, pour les 50 ans de son modèle phare, la Royal Oak. «Cette année, nous serons à 44 000, poursuit François-Henry Bennahmias, et notre chiffre d'affaires devrait s'approcher de 1,5 milliard de francs.» Soit une augmentation de 20% par rapport à 2019, année de référence pré-pandémique.

550 emplois créés sur deux ans

Cette montée en puissance constitue un défi, selon le patron: «Nous avons des contraintes mécaniques, avec un nombre de collaborateurs donné. On ne peut pas augmenter la production en claquant des doigts, cela prend du temps. Pour faire juste, nous devons limiter notre croissance volumétrique à 3-4% par an. On va plus vite dans la consolidation de nos affaires, avec toujours plus de vente directe. Elle représente aujourd'hui 80% de notre chiffre d'affaires.»

François-Henry Bennahmias prévoit aussi de poursuivre sa politique d'embauche annoncée fin 2020. Cette année, 250 personnes sont venues s'ajouter aux 2000 collaborateurs que comptait la marque, et 300 postes supplémentaires seront créés en 2022. Soit une augmentation de 27,5% sur deux ans.

Au Locle, où les surfaces à bâtir sont de plus en plus rares, Audemars Piguet a déjà anticipé un potentiel agrandissement en réservant une parcelle attenante. Si la science-fiction reste de mise dans la conception, on y verra peut-être sortir de terre un Faucon Millenium. S'il aime *Alien*, François-Henry Bennahmias est après tout aussi féru de *Star Wars*.